

**Comité des règles d'origine**

**VINGT-SIXIÈME EXAMEN ANNUEL DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU  
FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES RÈGLES D'ORIGINE**

NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>

**1 INTRODUCTION**

1.1. La présente note a été établie par le Secrétariat pour aider les Membres à procéder au vingt-sixième examen annuel de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'Accord. L'examen est régi par l'article 6:1 de l'Accord sur les règles d'origine, qui dispose que "le Comité procédera chaque année à un examen de la mise en œuvre et du fonctionnement des Parties II et III du présent accord eu égard à ses objectifs". Le résultat de cet examen sera intégré dans le rapport annuel du Comité au Conseil du commerce des marchandises sur la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord sur les règles d'origine.

**2 MEMBRES ET OBSERVATEURS DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE**

2.1. Les représentants des gouvernements de tous les Membres et observateurs de l'OMC sont également membres et observateurs du Comité des règles d'origine (CRO). Les organisations internationales suivantes ont elles aussi le statut d'observateur auprès du CRO: ACP, AELE, Banque mondiale, BID, CNUCED, FMI, ITC, OCDE et OMD.

**3 RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE**

3.1. Le règlement intérieur des réunions du CRO a été adopté par le Comité en février 1997 (G/L/149 et WT/L/161).

**4 BUREAU DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE**

4.1. M. Han-Ming HUANG (Taïpei chinois) a été élu Président du Comité en juillet 2020, succédant à Mme Uma MUNIANDY (Singapour).

**5 RÉUNIONS DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE**

5.1. Le CRO a tenu deux réunions formelles en 2020: le 5 mars et le 13 novembre. Les comptes rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents G/RO/M/74 et [G/RO/M/75], respectivement. En outre, le 4 mars 2020, les Membres ont participé à un événement organisé par le Secrétariat pour célébrer le 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'Accord sur les règles d'origine. Le programme, les enregistrements vidéo et le résumé (document G/RO/W/196) de cet événement, ainsi que tous les exposés présentés, peuvent être consultés sur la page du site Web de l'OMC consacrée aux règles d'origine. De plus, le Comité a tenu plusieurs consultations en groupe restreint et bilatérales portant sur différentes questions.

**6 NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 5 (RÈGLES D'ORIGINE NON PRÉFÉRENTIELLES)**

6.1. Les nouvelles notifications ci-après, qui décrivent les pratiques des Membres au titre de l'article 5 de l'Accord, ont été reçues: les toutes premières notifications du Vanuatu (G/RO/N/189)

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

et du Cambodge (G/RO/N/198) et des notifications actualisées du Sénégal (G/RO/N/195); de l'Indonésie (G/RO/N/196); de la Macédoine du Nord (G/RO/N/197); du Monténégro (G/RO/N/203); de la Norvège (G/RO/N/206); et de la République kirghize (G/RO/N/205).

6.2. Par suite de ces notifications et de ces renseignements actualisés, 51 Membres de l'OMC ont notifié au Secrétariat qu'ils appliquaient des règles d'origine non préférentielles (l'UE et ses États membres comptant pour 1). Soixante Membres de l'OMC ont informé le Secrétariat qu'ils n'appliquaient pas de règle d'origine non préférentielle. Les 25 Membres restants n'ont pas encore présenté de notification au titre de l'article 5. La liste complète des Membres appartenant à chacune de ces catégories ainsi que les renseignements pertinents notifiés au Secrétariat de l'OMC figurent dans les trois tableaux de l'annexe 1 de la présente note. De plus, toutes les notifications et les lois ou références connexes notifiées sont accessibles dans la section "Notifications" de la page du site Web de l'OMC consacrée aux règles d'origine ([https://www.wto.org/french/tratop\\_f/roi\\_f/roi\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/roi_f/roi_f.htm)).

## **7 NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ANNEXE II (RÈGLES D'ORIGINE PRÉFÉRENTIELLES)**

7.1. Comme le Comité en est convenu en 2012 (G/RO/M/59), les notifications présentées au Comité des accords commerciaux régionaux (CACR) ou au Comité du commerce et du développement (CCD) sont réputées libérer les Membres de leurs obligations de notification au titre de l'Accord sur les règles d'origine. Le Comité est donc convenu que les notifications initialement reçues par le CACR ou le CCD devraient être distribuées au CRO par le Secrétariat. Les renseignements concernant ces notifications, y compris ceux ayant trait aux règles d'origine préférentielles, peuvent également être obtenus au moyen de la base de données de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux (<http://rtais.wto.org>) ou de celle sur les accords commerciaux préférentiels (<http://ptadb.wto.org>).

7.2. De plus, il convient de noter que le Comité a adopté un modèle spécifique pour la notification des règles d'origine préférentielles appliquées aux pays les moins avancés au titre de préférences non réciproques (G/RO/84). Tous les Membres de l'OMC donneurs de préférences sont convenus de communiquer au moyen de ce modèle des renseignements détaillés sur leurs règles d'origine préférentielles. À ce jour, 20 Membres donneurs de préférences ont présenté des notifications de ce type. Ces dernières ont été distribuées dans les documents de la série G/RO/LDC/N/. Une vue d'ensemble complète de ces notifications se trouve dans le document G/RO/W/163/Rev.8.

7.3. Des renseignements détaillés, au niveau des lignes tarifaires, sur les prescriptions en matière d'origine préférentielle peuvent également être consultés via le "Facilitateur des règles d'origine" (<https://findrulesoforigin.org>), qui est projet conjoint des secrétariats de l'OMC, de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et du Centre du commerce international (ITC).

## **8 TRAVAUX DU COMITÉ RELATIFS AUX PARTIES I, II ET III DE L'ACCORD**

8.1. La Partie II de l'Accord porte sur les disciplines multilatérales qui régissent l'application des règles d'origine non préférentielles par les Membres de l'OMC au cours de la "période de transition", c'est-à-dire la période précédant la mise en œuvre de règles d'origine non préférentielles entièrement harmonisées (article 2). Le programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles n'ayant pas encore été finalisé, les Membres n'ont pas adopté de règles d'origine non préférentielles harmonisées ni n'en appliquent. Par conséquent, c'est l'article 2 de l'Accord qui contient les disciplines applicables actuellement aux Membres de l'OMC. Le Comité n'a pas tenu de discussions portant spécifiquement sur ces disciplines en 2020.

8.2. Comme indiqué dans le rapport annuel 2013 du Comité au CCM (G/L/1047), la mise en œuvre et le fonctionnement de l'Accord ne sont pas satisfaisants car l'impasse dans laquelle se trouve le programme de travail pour l'harmonisation compromet la réalisation des objectifs centraux de l'Accord (c'est-à-dire la facilitation du commerce mondial par l'harmonisation internationale des règles d'origine non préférentielles). Les résultats préliminaires du programme de travail pour l'harmonisation figurent dans les documents G/RO/W/111/Rev.6 (SH96), JOB/RO/5/Rev.1 et JOB/RO/5/Rev.1/Corr.1 (corrigés sur la base des versions 2002, 2007 et 2012 de la nomenclature du SH). Pendant la période visée par le présent examen annuel, le Comité n'a examiné aucun point concernant spécifiquement le programme de travail pour l'harmonisation.

8.3. Dans l'attente de la poursuite du programme de travail pour l'harmonisation, le Comité est convenu, en 2015, de lancer un "exercice instructif" pour échanger des renseignements sur les règles d'origine non préférentielles et pour mieux comprendre l'effet que les règles existantes ont sur le commerce international. Aucune séance d'information s'inscrivant dans cette initiative n'a eu lieu en 2020. Les Membres ont toutefois examiné activement comment la transparence des règles d'origine non préférentielles et des prescriptions en matière d'origine non préférentielle pourrait être accrue. Ils ont en particulier poursuivi l'examen d'un projet de décision, y compris un modèle qui permettrait d'uniformiser et d'actualiser les notifications relatives aux règles d'origine non préférentielles et aux prescriptions connexes (G/RO/W/182/Rev.3).

8.4. Enfin, l'année 2020 a marqué le 25<sup>ème</sup> anniversaire des Accords de l'OMC issus du Cycle d'Uruguay y compris l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine. Le programme, les exposés présentés, un résumé (document G/RO/W/196) et des enregistrements vidéo de cet événement ont été rendus accessibles sur la page du site Web de l'OMC consacrée aux règles d'origine. En rendant compte de l'événement au CRO, la Présidente a encouragé toutes les délégations à examiner ces documents car ils contenaient des recommandations et des messages intéressants qui pourraient être pris en considération par les Membres lorsqu'ils décideraient de la manière de faire avancer les travaux du Comité.

## **9 MODIFICATIONS, INTERPRÉTATIONS ET RECTIFICATIONS DE L'ACCORD**

9.1. Le Comité n'a traité aucune de ces questions pendant l'année sur laquelle porte l'examen.

## **10 CONSULTATIONS ET RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

10.1. Le 30 octobre 2020, la délégation de Hong Kong, Chine a demandé l'ouverture de consultations avec la délégation des États-Unis conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord) et à l'article 7 de l'Accord sur les règles d'origine (WT/DS597/1; G/RO/D/8). La demande de consultations cite, entre autres, l'article 2 c), 2 d) et 2 e) de l'Accord sur les règles d'origine.

## **11 AUTRES DOMAINES DE TRAVAIL DU CRO**

11.1. À la réunion du 13 octobre, le Secrétariat a informé les Membres que certains Membres de l'OMC avaient mis en œuvre des mesures visant à assouplir temporairement les prescriptions en matière de règles d'origine en réponse à la pandémie de COVID-19. Le Secrétariat a décrit des mesures prises par l'Argentine, le Japon, l'Union économique eurasiatique et l'Union européenne comme l'acceptation de certificats d'origine électroniques au lieu de documents papier, l'acceptation de copies au lieu d'originaux ou la délivrance rétrospective des certificats. Le Canada et l'Inde ont noté que leur gouvernement avait également mis en œuvre des mesures similaires pour faciliter les échanges.

11.2. De plus, le CRO a continué à examiner différents aspects des règles d'origine préférentielles applicables aux PMA dans le cadre d'arrangements commerciaux préférentiels (ACPr) non réciproques. Il s'agit d'une conséquence des Décisions ministérielles de 2013 et 2015 sur les règles d'origine préférentielles pour les PMA (WT/L/917 et WT/L/917/Add.1, respectivement). Conformément aux prescriptions figurant dans ces décisions, un rapport distinct sur les évolutions récentes dans ce domaine a été préparé à l'intention du Conseil général (G/RO/91).

## **12 RAPPORT AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES**

12.1. Le rapport annuel du CRO au Conseil du commerce des marchandises a été révisé et adopté au moyen de procédures écrites le 20 novembre 2020 (G/L/1378).

## ANNEXE 1

A. Liste des Membres qui ont notifié au Secrétariat qu'ils appliquaient des règles d'origine non préférentielles<sup>1</sup>

Membre	Applique des règles d'origine non préférentielles	Date	Lien vers le texte législatif/version numérisée du texte législatif
	Cote du document		
1. Afghanistan	G/RO/N/143	05/08/2016	<a href="http://customs.mof.gov.af">http://customs.mof.gov.af</a>
2. Albanie	G/RO/N/47	06/07/2005	Version numérisée disponible
	G/RO/N/53	18/09/2007	Version numérisée disponible
3. Argentine	G/RO/N/2	22/06/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/10	16/08/1996	Version numérisée disponible
	G/RO/N/16	05/03/1997	Version numérisée disponible
4. Arménie	G/RO/N/41	21/08/2003	Version numérisée disponible
5. Australie	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible
6. Brésil	G/RO/N/14	02/12/1996	La non-application de règles d'origine non préférentielles avait précédemment été notifiée
	G/RO/N/78	16/04/2012	<a href="http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2011-2014/2011/Lei/L12546.htm">http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/ Ato2011-2014/2011/Lei/L12546.htm</a>
7. Burkina Faso	G/RO/N/19	23/01/1998	n.d.
8. Canada	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible
9. Chine	G/RO/N/37	03/06/2002	n.d.
	G/RO/N/37/Rev.1	02/08/2002	Version numérisée disponible
	G/RO/N/132	07/09/2015	Version électronique disponible
10. Colombie	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/172	05/07/2018	<a href="http://www.mincit.gov.co/loader.php?Servicio=Documentos&amp;Funcion=verPdf&amp;id=5263&amp;name=DECRETO_637_DEL_11_DE_ABRIL_DE_2018.pdf">http://www.mincit.gov.co/loader.php?Servicio=Documentos&amp;Funcion=verPdf&amp;id=5263&amp;name=DECRETO_637_DEL_11_DE_ABRIL_DE_2018.pdf</a>
11. Cuba	G/RO/N/3	27/07/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/125	13/01/2015	Version numérisée disponible
12. Union européenne <sup>2</sup>	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible
13. Géorgie	G/RO/N/37	03/06/2002	n.d.
	G/RO/N/37/Rev.1	02/08/2002	Version numérisée disponible
14. Hong Kong, Chine	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/10	16/08/1996	Version numérisée disponible
	G/RO/N/24	15/01/1999	Version numérisée disponible
	G/RO/N/30	21/11/2000	n.d.
	G/RO/N/37	03/06/2002	n.d.
	G/RO/N/37/Rev.1	02/08/2002	Version numérisée disponible
	G/RO/N/46	15/02/2005	Version numérisée disponible
	G/RO/N/59	23/09/2008	Version numérisée disponible
	G/RO/N/67	02/12/2010	Version numérisée disponible
	G/RO/N/73	15/09/2011	Version numérisée disponible
15. Indonésie	G/RO/N/16	05/03/1997	La non-application de règles d'origine non préférentielles avait été précédemment notifiée
	G/RO/N/196	16/04/2020	<a href="http://jdih.kemendag.go.id/peraturan/detail/888/3">http://jdih.kemendag.go.id/peraturan/detail/888/3</a>
16. Japon	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible

<sup>1</sup> Tous les documents notifiés au Secrétariat et les liens Internet pertinents sont également accessibles dans la section "Notifications" de la page du site Web de l'OMC consacrée aux règles d'origine ([https://www.wto.org/french/tratop\\_f/roi\\_f/roi\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/roi_f/roi_f.htm)).

<sup>2</sup> Toutes les notifications reçues par les pays avant leur adhésion à l'UE n'apparaissent pas dans le tableau.

Membre	Applique des règles d'origine non préférentielles	Date	Lien vers le texte législatif/version numérisée du texte législatif
	Cote du document		
17. Jordanie	G/RO/N/30	21/11/2000	Version numérisée disponible
18. Kazakhstan	G/RO/N/148	12/09/2016	Traduction non officielle disponible
	G/RO/N/148/Rev.1	27/10/2016	Traduction non officielle disponible
	G/RO/N/175	15/11/2018	<a href="http://www.eurasiancommission.org/en/act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx">http://www.eurasiancommission.org/en/act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx</a>
19. République kirghize	G/RO/N/177	28/11/2018	<a href="http://www.eurasiancommission.org/en/act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx">http://www.eurasiancommission.org/en/act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx</a>
	G/RO/N/205	27/10/2020	<a href="http://www.eurasiancommission.org/en/act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx">http://www.eurasiancommission.org/en/act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx</a>
20. Corée, Rép. de	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/63	18/09/2009	Version numérisée disponible
21. République démocratique populaire lao	G/RO/N/96	24/07/2013	Version numérisée disponible
22. Lesotho	G/RO/N/56	27/05/2008	n.d.
23. Liechtenstein	G/RO/N/60/Rev.1	08/04/2009	<a href="http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19820160/index.html">http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19820160/index.html</a>
			<a href="http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20072514/index.html">http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20072514/index.html</a>
			<a href="http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20072515/index.html">http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20072515/index.html</a>
24. Madagascar	G/RO/N/11	10/09/1996	Version numérisée disponible
25. Mexique	G/RO/N/12	01/10/1996	n.d.
26. Moldova, Rép. de	G/RO/N/36	12/03/2002	Version numérisée disponible
	G/RO/N/110	14/02/2014	Version numérisée disponible
	G/RO/N/110/Add.1	10/10/2014	Version numérisée disponible
27. Mongolie	G/RO/N/20	14/05/1998	La non-application de règles d'origine non préférentielles avait été précédemment notifiée
	G/RO/N/20/Rev.1	27/07/1998	
	G/RO/N/164	03/04/2018	<a href="http://www.customs.gov.mn/en/images/publicshers/Customs law and Customs Tariff and Tax law.pdf">http://www.customs.gov.mn/en/images/publicshers/Customs law and Customs Tariff and Tax law.pdf</a> <a href="http://customs.gov.mn/2012-03-14-03-12-51/2017-12-12-03-51-09">http://customs.gov.mn/2012-03-14-03-12-51/2017-12-12-03-51-09</a> <a href="http://www.legalinfo.mn/law/details/208">www.legalinfo.mn/law/details/208</a>
28. Monténégro	G/RO/N/126	20/02/2015	Version électronique disponible
	G/RO/N/203	22/07/2020	Version numérisée disponible – Site Web en monténégrin seulement <a href="https://www.paragraf.me/propisi-crnegore/carinski-zakon.html">https://www.paragraf.me/propisi-crnegore/carinski-zakon.html</a> ; <a href="http://www.upravacarina.gov.me/ResourceManager/FileDownload.aspx?rid=230824&amp;rType=2&amp;file=Uredba%20o%20izmjenama%20Uredbe%20za%20sprov.%20Carinskoq%20zakona%20(SICG%2011-2016)%20.pdf">http://www.upravacarina.gov.me/ResourceManager/FileDownload.aspx?rid=230824&amp;rType=2&amp;file=Uredba%20o%20izmjenama%20Uredbe%20za%20sprov.%20Carinskoq%20zakona%20(SICG%2011-2016)%20.pdf</a> ; et <a href="http://www.upravacarina.gov.me/ResourceManager/FileDownload.aspx?rid=385912&amp;rType=2&amp;file=Uredba%20za%20sprovodjenje%20car.%20zakona%202019.pdf">http://www.upravacarina.gov.me/ResourceManager/FileDownload.aspx?rid=385912&amp;rType=2&amp;file=Uredba%20za%20sprovodjenje%20car.%20zakona%202019.pdf</a>
29. Maroc	G/RO/N/2	22/06/1995	n.d.
30. Nouvelle-Zélande	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	n.d.
31. Niger	G/RO/N/19	23/01/1998	n.d.
32. Macédoine du Nord	G/RO/N/45	09/11/2004	Version numérisée disponible
	G/RO/N/197	16/04/2020	<a href="http://www.customs.gov.mk/index.php/en/about-us-en/customs-regulations/customs-law">http://www.customs.gov.mk/index.php/en/about-us-en/customs-regulations/customs-law</a> <a href="http://www.customs.gov.mk/index.php/en/about-us-en/customs-regulations/customs-law">http://www.customs.gov.mk/index.php/en/about-us-en/customs-regulations/customs-law</a>

Membre	Applique des règles d'origine non préférentielles	Date	Lien vers le texte législatif/version numérisée du texte législatif
	Cote du document		
33. Norvège	G/RO/N/8	05/03/1996	Version numérisée disponible
	G/RO/N/62	26/05/2009	Version numérisée disponible
	G/RO/N/149	22/09/2016	<a href="http://www.toll.no/PageFiles/4684/Regulations_to_the_act_on_customs_duties_and_movement_of_goods_july2016.pdf">http://www.toll.no/PageFiles/4684/Regulations_to_the_act_on_customs_duties_and_movement_of_goods_july2016.pdf</a>
	G/RO/N/206	28/10/2020	<a href="https://www.toll.no/en/services/regulations/la-w-and-regulations/the-act-on-customs-duties-and-movement-of-goods/">https://www.toll.no/en/services/regulations/la-w-and-regulations/the-act-on-customs-duties-and-movement-of-goods/</a> <a href="https://www.toll.no/en/services/regulations/la-w-and-regulations/regulations-to-the-act-on-customs-duties-and-movement-of-goods-customs-regulations/">https://www.toll.no/en/services/regulations/la-w-and-regulations/regulations-to-the-act-on-customs-duties-and-movement-of-goods-customs-regulations/</a>
34. Pérou	G/RO/N/4	07/08/1995	Aucune règle d'origine non préférentielle n'avait précédemment été notifiée
	G/RO/N/5	01/11/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/49	02/03/2007	Version numérisée disponible
	G/RO/N/50	10/05/2007	Version numérisée disponible
	G/RO/N/52	01/06/2007	Version numérisée disponible
	G/RO/N/77	12/03/2012	Version numérisée disponible
35. Qatar	G/RO/N/25	13/04/1999	n.d.
36. Fédération de Russie	G/RO/N/84	27/09/2012	Versions électronique et numérisée disponibles
	G/RO/N/84/Corr.1	13/12/2012	<a href="http://www.eurasiancommission.org/en.act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx">http://www.eurasiancommission.org/en.act/trade/dotp/prav_proish/Pages/default.aspx</a>
	G/RO/N/179	22/01/2019	<a href="http://www.comesa.int/attachments/article/28/COMESA_Treaty.pdf">http://www.comesa.int/attachments/article/28/COMESA_Treaty.pdf</a> <a href="http://www.eac.int/customs/index.php?option=com_content&amp;view=article&amp;id=3:rules-of-origin&amp;catid=3:key-documents">http://www.eac.int/customs/index.php?option=com_content&amp;view=article&amp;id=3:rules-of-origin&amp;catid=3:key-documents</a>
37. Rwanda	G/RO/N/75	24/02/2012	<a href="http://www.comesa.int/attachments/article/28/COMESA_Treaty.pdf">http://www.comesa.int/attachments/article/28/COMESA_Treaty.pdf</a> <a href="http://www.eac.int/customs/index.php?option=com_content&amp;view=article&amp;id=3:rules-of-origin&amp;catid=3:key-documents">http://www.eac.int/customs/index.php?option=com_content&amp;view=article&amp;id=3:rules-of-origin&amp;catid=3:key-documents</a>
38. Sénégal	G/RO/N/10	16/08/1996	n.d.
	G/RO/N/195	28/02/2020	<a href="http://www.douanes.sn/sites/default/files/fichiers/Code_Des_Douanes.pdf">http://www.douanes.sn/sites/default/files/fichiers/Code_Des_Douanes.pdf</a>
39. Seychelles	G/RO/N/141	02/05/2016	Obligations décrites dans la notification et version numérisée disponible
40. Afrique du Sud	G/RO/N/3	27/07/1995	Version numérisée disponible
41. Suriname	G/RO/N/24	15/01/1999	La non-application de règles d'origine non préférentielles avait précédemment été notifiée
	G/RO/N/43	15/03/2004	Version numérisée disponible
42. Suisse	G/RO/N/4	07/08/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/60	26/01/2009	<a href="http://www.admin.ch/ch/f/rs/c946_201.html">http://www.admin.ch/ch/f/rs/c946_201.html</a>
	G/RO/N/60/Rev.1	08/04/2009	<a href="http://www.admin.ch/ch/f/rs/c946_31.html">http://www.admin.ch/ch/f/rs/c946_31.html</a>
			<a href="http://www.admin.ch/ch/f/rs/c946_311.html">http://www.admin.ch/ch/f/rs/c946_311.html</a>
43. Taipei chinois	G/RO/N/37	03/06/2002	n.d.
	G/RO/N/37/Rev.1	02/08/2002	Version numérisée disponible
44. Togo	G/RO/N/70	16/06/2011	n.d.
45. Tunisie	G/RO/N/7	12/02/1996	Version numérisée disponible
	G/RO/N/61	19/02/2009	Version numérisée disponible
46. Turquie	G/RO/N/8	05/03/1996	Version numérisée disponible
	G/RO/N/28	30/05/2000	Version numérisée disponible
47. Ukraine	G/RO/N/57	07/07/2008	n.d.
	G/RO/N/81	10/08/2012	Version numérisée disponible
48. États-Unis	G/RO/N/1	09/05/1995	n.d.
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/6	19/12/1995	Version numérisée disponible
	G/RO/N/12	01/10/1996	n.d.
49. Venezuela, Rép. bolivarienne du	G/RO/N/1	09/05/1995	La non-application de règles d'origine non préférentielles avait précédemment été notifiée
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995	La non-application de règles d'origine non préférentielles avait précédemment été notifiée
	G/RO/N/10	16/08/1996	Version numérisée disponible
	G/RO/N/14	02/12/1996	Version numérisée disponible

Membre	Applique des règles d'origine non préférentielles	Date	Lien vers le texte législatif/version numérisée du texte législatif
	Cote du document		
50. Yémen	G/RO/N/140	08/04/2016	Original disponible
51. Zimbabwe	G/RO/N/80	18/07/2012	Version numérisée disponible

**Liste des Membres qui ont notifié au Secrétariat qu'ils n'appliquaient PAS de règle d'origine non préférentielle**

Membre	N'applique PAS de règle d'origine non préférentielle	Date
	Cote du document	
1. Angola	G/RO/N/176	27/11/2018
2. Belize	G/RO/N/147	01/09/2016
3. Bénin	G/RO/N/150	10/11/2016
4. Bolivie, État plurinational de	G/RO/N/9	19/04/1996
5. Brunéi Darussalam	G/RO/N/5	01/11/1995
6. Burundi	G/RO/N/33	02/05/2001
7. Cambodge	G/RO/N/198	01/07/2020
8. Cameroun	G/RO/N/99	22/08/2013
9. Tchad	G/RO/N/22	16/09/1998
10. Chili	G/RO/N/6	19/12/1995
11. Congo	G/RO/N/118	18/09/2014
12. Costa Rica	G/RO/N/1	09/05/1995
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995
13. Côte d'Ivoire	G/NO/N/117	25/08/2014
14. Dominique	G/RO/N/24	15/01/1999
15. République dominicaine	G/RO/N/9	19/04/1996
16. Équateur	G/RO/N/180	18/03/2019
17. El Salvador	G/RO/N/10	16/08/1996
18. Eswatini	G/RO/N/128	24/04/2015
19. Fidji	G/RO/N/17	10/04/1997
20. Gambie	G/RO/N/109	31/01/2014
21. Ghana	G/RO/N/44	06/05/2004
22. Guatemala	G/RO/N/21	20/07/1998
23. Guyana	G/RO/N/42	10/12/2003
	G/RO/N/42/Rev.1	12/09/2016
24. Haïti	G/RO/N/20/	14/05/1998
	G/RO/N/20/Rev.1	27/07/1998
25. Honduras	G/RO/N/3	27/07/1995
26. Islande	G/RO/N/5	01/11/1995
27. Inde	G/RO/N/1	09/05/1995
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995
28. Israël	G/RO/N/13	19/11/1996
	G/RO/N/163	15/02/2018
29. Jamaïque	G/RO/N/4	07/08/1995
30. Kenya	G/RO/N/9	19/04/1996
31. Koweït, État du	G/RO/N/100	19/09/2013
32. Libéria	G/RO/N/173	05/07/2018
33. Macao, Chine	G/RO/N/21	20/07/1998
34. Malawi	G/RO/N/129	04/06/2015
35. Malaisie	G/RO/N/6	19/12/1995
36. Maldives	G/RO/N/22	16/09/1998
37. Mali	G/RO/N/116	11/07/2014
	G/RO/N/146	12/09/2016
38. Maurice	G/RO/N/1	09/05/1995
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995
39. Myanmar	G/RO/N/151	23/05/2017
40. Namibie	G/RO/N/26	02/09/1999
41. Népal	G/RO/N/165	03/04/2018
42. Nicaragua	G/RO/N/10	16/08/1996
43. Oman	G/RO/N/32	30/04/2001
44. Pakistan	G/RO/N/16	05/03/1997
45. Panama	G/RO/N/23	05/10/1998
46. Papouasie-Nouvelle-Guinée	G/RO/N/32	30/04/2001

Membre	N'applique PAS de règle d'origine non préférentielle	Date
	Cote du document	
47. Paraguay	G/RO/N/21	20/07/1998
48. Philippines	G/RO/N/6	19/12/1995
49. Samoa	G/RO/N/97	02/08/2013
50. Arabie saoudite, Royaume d'	G/RO/N/48	08/11/2006
51. Singapour	G/RO/N/3	27/07/1995
52. Sri Lanka	G/RO/N/178	28/11/2018
53. Thaïlande	G/RO/N/1	09/05/1995
	G/RO/N/1/Add.1	22/06/1995
54. Trinité-et-Tobago	G/RO/N/7	12/02/1996
55. Ouganda	G/RO/N/13	19/01/1996
56. Émirats arabes unis	G/RO/N/13	19/11/1996
	G/RO/N/17	10/04/1997
57. Uruguay	G/RO/N/12	01/10/1996
58. Vanuatu	G/RO/W/189	13/12/2019
59. Viet Nam	G/RO/N/68	22/02/2011
	G/RO/N/79	01/06/2012
60. Zambie	G/RO/N/142	17/06/2016

**Liste des Membres qui n'ont pas encore présenté de notifications au titre de l'article 5 de l'Accord sur les règles d'origine**

- |  |                                     |                 |
|--|-------------------------------------|-----------------|
| 1. Antigua-et-Barbuda                  | 12. Grenade                         | 23. Tadjikistan |
| 2. Bahreïn, Royaume de                 | 13. Guinée                          | 24. Tanzanie    |
| 3. Bangladesh                          | 14. Guinée-Bissau                   | 25. Tonga       |
| 4. Barbade                             | 15. Mauritanie                      |                 |
| 5. Botswana                            | 16. Mozambique                      |                 |
| 6. Cabo Verde                          | 17. Nigéria                         |                 |
| 7. République centrafricaine           | 18. Saint-Kitts-et-Nevis            |                 |
| 8. République démocratique<br>du Congo | 19. Sainte-Lucie                    |                 |
| 9. Djibouti                            | 20. Saint-Vincent-et-les Grenadines |                 |
| 10. Égypte                             | 21. Sierra Leone                    |                 |
| 11. Gabon                              | 22. Îles Salomon                    |                 |